

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



53824



E/CN.14/449  
E/CN.14/WP.1/15  
OAU/TRAD/14  
18 janvier 1969  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Neuvième session

Addis-Abéba, 3-14 février 1969

Point 7 d) ii) de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA TROISIEME REUNION MIXTE DU GROUPE DE TRAVAIL  
DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN DE LA CEA ET DU COMITE  
D'EXPERTS DE L'OUA POUR LE COMMERCE ET  
LE DEVELOPPEMENT

Genève, 13-17 janvier 1969

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
<u>PARTIE I</u>		
<u>Organisation et participation</u>	1 - 9	1
<u>PARTIE II</u>		
<u>Résumé des débats</u>	10 - 50	2
La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement	10 - 16	2
Problèmes et politiques des produits de base	17 - 20	4
Expansion et diversification des exportations d'articles finis et semi-finis des pays en voie de développement	21 - 28	5
Expansion des échanges, coopération économique et intégration régionale entre pays en voie de développement	29 - 33	7
Financement lié au commerce et au développement	34 - 36	9
Transports maritimes et aériens, assurances et tourisme	37 - 40	10
Mesures spéciales à prendre en faveur des pays en voie de développement les moins avancés	41 - 44	12
Promotion du commerce	45	12
Formation	46	13
Date et lieu de la prochaine session	47 - 49	13
<u>ANNEXES</u>		
I Recommandations		
II Ordre du jour		
III Liste des participants		
IV Liste des documents		
V Allocution prononcée par le Directeur de la Division du commerce et de la coopération économique de la Commission économique pour l'Afrique		
VI Allocution prononcée par le Directeur du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat général de l'Organisation de l'Unité africaine		

## PREMIERE PARTIE : ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La troisième Réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts de l'OUA pour le commerce et le développement s'est tenue à Genève, du 13 au 17 janvier 1969.
2. Les Réunions mixtes de la CEA et de l'OUA ont pour but d'assurer une coopération complète entre l'Organisation de l'Unité africaine et la Commission économique pour l'Afrique dans leurs efforts pour harmoniser les positions des pays africains dans les délibérations et négociations qui se déroulent au sein de la CNUCED, conformément à la résolution 135 (VII) de la CEA et à la résolution 158 (XI) de l'OUA. L'objet de la troisième Réunion mixte était d'aider les gouvernements africains à arrêter des positions communes et motivées sur les diverses questions qui devaient être discutées à la CNUCED à la suite de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
3. Ont assisté à la Réunion, des représentants des Etats membres de la CEA et de l'OUA dont la liste suit : Algérie, Burundi, Cameroun, Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Libye, Mali, Maroc, Maurice, Nigéria, Ouganda, République arabe unie, Rwanda, Togo, Tunisie et Zambie.
4. La liste des participants est jointe à ce rapport sous forme d'annexe III.
5. A l'ouverture de la session, le représentant du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le représentant du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité africaine ont prononcé des allocutions, dont le texte est reproduit dans les annexes V et VI.
6. Les participants à la réunion ont élu Président S.E. M. Hussein Khallaf (EAU), et premier et deuxième Vice-Présidents, respectivement S.E. M. Béné Nioupin (Côte d'Ivoire) et M. Arvind Barve (Kenya). M. E.G.O. Beecroft (Nigéria) a été élu Rapporteur.
7. L'ordre du jour établi par le secrétariat a été adopté à l'unanimité. Il est reproduit dans l'annexe II à ce rapport.
8. A la deuxième séance, il a été décidé de constituer un groupe de rédaction composé des pays ci-après : Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Kenya, Nigéria et République arabe unie.
9. A l'issue de ses délibérations, la Réunion a adopté des recommandations sur tous les points inscrits à son ordre du jour. Ces recommandations sont reproduites dans l'annexe I.

## DEUXIEME PARTIE : RESUME DES DEBATS

### La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

10. La proposition d'instituer une deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et d'arrêter des objectifs de croissance pour les pays en voie de développement, ainsi que les politiques internationales nécessaires pour atteindre ces objectifs, fournit un cadre dans lequel il est possible de systématiser les activités de l'ONU en matière de développement économique. Les participants ont examiné quels objectifs globaux de croissance pourraient être assignés aux pays africains dans l'ensemble du groupe des pays en voie de développement. Il fallait définir un objectif de réalisation minimum et les politiques internationales qui permettraient à tous les pays d'atteindre au moins ce minimum.

11. Pour prendre tout leur sens, les objectifs fixés au niveau international devraient se refléter dans les plans nationaux de développement. Il conviendrait de renforcer les mécanismes nationaux de planification et d'exécution des plans avec le concours de l'ONU et des organisations qui lui sont affiliées, afin de pouvoir essayer d'atteindre ces objectifs. Les politiques intérieures des pays en voie de développement, en particulier les efforts qu'ils feront pour mobiliser les ressources nationales et améliorer effectivement la structure de leur économie et de leurs rouages administratifs, décideraient si les objectifs de la Décennie pourraient être atteints. C'est à chaque pays de déterminer les objectifs du développement national et l'ordre de priorité à suivre dans les plans de développement. Cependant, étant donné le besoin que les pays africains ont d'une aide extérieure et la nécessité de politiques internationales favorables qui leur facilitent la réalisation de taux raisonnables de croissance économique, ils devraient élaborer des plans de développement qui aient des chances d'être menés à bien. En revanche, une fois ces plans élaborés, l'assistance internationale nécessaire à leur exécution devrait leur être assurée et devrait être affectée à l'application du plan tout entier, ainsi qu'à celle des projets qui le composent.

12. Si l'on veut que l'aide internationale au développement de l'Afrique soit suffisante pour permettre d'atteindre les objectifs de la Décennie, il faudrait avoir l'assurance que les résolutions de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement concernant le volume et les conditions de l'aide seront mises en oeuvre à des dates précises, de préférence au début de la Décennie. Compte tenu des

positions divergentes adoptées par les divers pays donateurs quant à la mesure dans laquelle ils sont capables d'atteindre les objectifs fixés pour le volume, les conditions et les modalités de l'aide, il serait nécessaire qu'au nombre des décisions instituant la deuxième Décennie pour le développement figure celle de convenir d'un délai déterminé pour la mise en oeuvre de ces résolutions. Dans les engagements globaux qui seront pris en la matière, il importe d'obtenir l'assurance plus ferme que le courant d'aide financière sur fonds publics sera au moins orienté vers la réalisation des objectifs d'aide au début de la Décennie pour le développement et que le nécessaire sera fait pour maintenir le montant de cette assistance à un niveau garantissant que les pays donateurs agiront ultérieurement de façon proportionnée à leurs engagements.

13. L'objectif de un pour cent concernant le volume de l'aide n'a pas été fixé en fonction d'objectifs spécifiques pour la croissance économique des pays en voie de développement pendant la deuxième Décennie. Si, comme il semble probable, la réalisation de cet objectif laisse subsister un déficit dans les ressources extérieures disponibles pour financer des taux de croissance raisonnables, il serait alors plus important d'ouvrir plus largement les marchés d'exportation pour contribuer à assurer la réalisation des objectifs de la Décennie. Les mesures préconisées au cours des discussions sur le commerce des produits primaires et des articles manufacturés et semi-finis, dont les produits agricoles transformés et semi-transformés, sont donc d'une importance vitale pour le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, quand bien même les résultats obtenus en matière d'aide seraient satisfaisants. Indépendamment des mesures d'assouplissement qui faciliteraient l'accès des produits africains aux marchés mondiaux, il fallait absolument que les pays africains eux-mêmes, avec l'aide internationale, prennent des mesures positives pour intensifier leurs exportations sur les marchés mondiaux, ce qui, dans beaucoup d'entre eux, exigeait avant tout une action visant à créer des industries d'exportation et entreprises agricoles compétitives.

14. Les possibilités d'échanges commerciaux avec les pays socialistes s'étaient accrues, mais devraient s'accroître plus encore pour que la croissance des exportations globales des pays africains et autres pays en voie de développement suive un rythme satisfaisant. A l'intérieur de la CNUCED, il faudrait redoubler d'efforts pour donner une base solide à l'expansion des exportations des pays africains vers les pays socialistes.

15. Il a été reconnu que la coopération intra-africaine était l'une des politiques les plus importantes de la stratégie du développement de la région africaine à appliquer pendant la Décennie. Les mesures destinées à intensifier la coopération dans le processus de développement de l'Afrique devraient venir essentiellement des pays africains, avec l'appui des institutions régionales, la CEA et l'OAU en particulier. Mais la communauté internationale pourrait encourager ces efforts en augmentant l'assistance technique qu'elle met à la disposition des organismes régionaux et sous-régionaux en Afrique, en aménageant les règles du commerce international au bénéfice des groupes de pays prenant part à la coopération et en accordant une aide financière aux points stratégiques pour favoriser la coopération économique. A l'époque de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'appui donné par les pays développés aux programmes de coopération entre pays en voie de développement avait été assez mitigé, et il serait peut-être bon d'obtenir d'eux une prise de position plus catégorique à l'occasion de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Que ce soit dans ces programmes de coopération économique ou autrement, il conviendrait de s'occuper plus particulièrement des besoins des pays les moins avancés. Il faudrait effectuer des études s'étendant à plusieurs secteurs sur un certain nombre de pays choisis de façon pragmatique en vue de déterminer les domaines où il serait possible de prendre des mesures précises à l'appui de leur développement.

16. La CNUCED devrait contribuer à définir les buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et, en particulier, à déterminer les changements de politique et les mesures nécessaires pour assurer le succès de la Décennie. Il faudrait créer à cette fin un groupe intergouvernemental spécial, au sein duquel les pays africains devraient participer à la détermination des changements qui s'imposent en matière de politique commerciale et financière internationale pour rendre possible la réalisation de taux de croissance supérieurs à ce qu'ils seraient autrement. Les contributions des divers rouages de l'ONU aux programmes de la Décennie pour le développement dans les différents secteurs devraient être regroupées en un programme cohérent d'objectifs, buts et principes d'action pour la Décennie.

#### Problèmes et politiques des produits de base

17. Les participants ont noté qu'un certain nombre de questions se rapportant aux accords sur les produits de base, telles que la politique des prix, le financement des stocks régulateurs, l'accès aux marchés, l'écoulement des excédents et les accords

bilatéraux à long terme, n'avaient pas été résolues par la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La Conférence avait énuméré des produits de base pour lesquels il serait souhaitable de conclure des accords, mais aucun engagement n'avait été pris et aucun calendrier n'avait été fixé. On a estimé en particulier que les problèmes qui restaient à résoudre concernant un accord sur le cacao pourraient être renvoyés au Conseil du cacao lorsqu'il serait institué de manière qu'ils ne fassent plus obstacle à l'entrée en vigueur de l'accord.

18. On a souligné qu'à défaut d'un Accord général sur les ententes relatives aux produits de base, les dispositions de chaque accord seront considérées comme des dispositions ad hoc, d'où le risque que les accords relatifs à des produits qui présentent un intérêt particulier pour l'Afrique puissent ne pas rendre possible une intervention efficace sur le marché. L'absence d'un accord général pourrait donc nuire aux pays les plus vulnérables.

19. On a fait valoir également qu'un accord, quel qu'il soit, ne couvre qu'une faible proportion des exportations africaines de produits de base, et on a souligné qu'il importait d'accroître cette proportion. Dans les négociations qu'ils mènent, les pays africains devraient donc chercher à augmenter sensiblement cette proportion au cours des prochaines années, de façon qu'au début de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les accords sur les produits de base puissent être réellement considérés comme faisant partie de la stratégie à mettre en oeuvre.

20. En ce qui concerne le financement des stocks régulateurs, la question essentielle qui continuait de se poser était de savoir si les moyens seraient donnés aux institutions financières multilatérales, telles que le FMI et la BIRD, de soutenir directement l'accord sur le produit plutôt que les différents gouvernements participants. Les pays africains devraient user de persuasion pour amener les institutions multinationales à envisager la possibilité de modifier leurs statuts de manière qu'elles puissent assurer le financement des stocks régulateurs dans le cadre des accords et ententes sur les produits de base.

#### Expansion et diversification des exportations d'articles finis et semi-finis des pays en voie de développement

21. Au cours du débat sur le système général de préférences, la gamme des produits auxquels le système s'appliquerait, l'ampleur des réductions tarifaires préférentielles et le principe de non-réciprocité et de non-discrimination ont particulièrement retenu l'attention. Les participants ont réaffirmé leur appui aux dispositions du projet de résolution sur les principes fondamentaux et procédures devant régir un accord sur un système général de préférences, présenté par les pays en voie de développement à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (TD/II/C.2/L.5).

22. Les participants ont exprimé la crainte que la liste que les pays membres de l'OCDE devaient présenter des produits figurant aux chapitres 1 à 24 de la Nomenclature douanière de Bruxelles qui pourraient être admis à bénéficier d'un régime préférentiel ne représente le plus petit dénominateur commun aux pays développés à économie de marché. La gamme de produits visés devrait tenir compte des réalités de façon à englober les produits agricoles transformés et semi-transformés. En évaluant la liste de l'OCDE, les pays africains devraient non seulement veiller à ce qu'elle comprenne les articles pour lesquels ils possèdent déjà une capacité de production, mais aussi juger de la mesure dans laquelle il valait la peine d'essayer d'obtenir des concessions au bénéfice d'industries futures. Il se pourrait qu'en l'absence de ce régime favorable quelques-unes de ces industries ne soient en fait jamais créées. En revanche, une liste qui couvrirait toutes les éventualités possibles serait probablement si longue et engloberait tant de produits sensibles qu'elle ne serait peut-être pas négociable. En l'état actuel des choses, les pays africains devraient s'efforcer de faire réaffirmer l'entente politique conclue à New Delhi en vue de l'établissement d'ici 1970 d'un système général de préférences sans réciprocité ni discrimination en faveur des pays en voie de développement, selon les termes de la résolution 21 (II).

23. Attendu que la contribution que le système général de préférences pourrait apporter à la prospérité de l'Afrique dépendra essentiellement de l'offre que feront les pays de l'OCDE, il a été recommandé que la CEA convoque, aussitôt après le dépôt de cette liste, une réunion spéciale des pays africains intéressés. Cette réunion, estimait-on, donnerait aux gouvernements africains l'occasion de juger avec réalisme des incidences de l'offre sur leur économie et d'arrêter la position qu'ils adopteraient dans les négociations.

24. Il a été convenu que les pays africains devraient chercher, au cours des prochaines négociations, à obtenir l'entrée en franchise pour un nombre de produits aussi grand que possible. On a estimé que des taux de préférences tarifaires différents selon les pays et selon les produits seraient difficiles à évaluer du point de vue de l'équité et pourraient se traduire par l'octroi de concessions qui, pour quelques produits, ne suffiraient pas à encourager une augmentation des exportations des pays en voie de développement.

25. Les participants ont considéré que le développement industriel était si peu avancé dans la plupart des pays en voie de développement qu'ils auraient peut-être besoin d'un accès préférentiel aux marchés des pays développés pendant assez longtemps pour que le système permette d'atteindre son but. On a donc fait ressortir que le système devrait être institué pour une durée suffisamment longue pour que les pays en voie de développement puissent en tirer profit.



26. Le principe de non-réciprocité et de non-discrimination a été réaffirmé. On a fait état de la condition imposée par quelques pays développés qui déclarent ne pouvoir accorder d'entrée préférentielle aux produits de pays en voie de développement qui font une discrimination contre eux dans leurs politiques d'importation. Les participants ont estimé que c'était un domaine dans lequel l'initiative n'appartenait pas à la région africaine. Il ne serait pas admissible que les pays développés fassent des discriminations entre pays en voie de développement, pour quelque motif que ce soit. Les pays développés devraient élaborer entre eux et arrêter d'un commun accord des solutions qui leur permettraient d'accorder des préférences à tous les pays en voie de développement dans des conditions d'équité. On a fait ressortir que, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte d'Alger, les pays qui jouissent actuellement de préférences devraient être entièrement dédommagés au cas où ils auraient à partager ces préférences avec d'autres.

27. Les participants ont ensuite procédé à un échange de vues sur l'étude de la CNUCED relative aux pratiques commerciales restrictives. Ils ont fait appel à tous les pays développés en leur demandant de coopérer avec le secrétariat de la CNUCED à ces études et ils ont proposé que celles-ci portent non seulement sur les produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en voie de développement, mais aussi sur les pratiques qui font obstacle aux importations de pays en voie de développement en provenance d'autres pays en voie de développement.

28. On a évoqué l'accord réalisé à la deuxième réunion du Groupe de travail mixte CNUCED/FAO sur les produits forestiers et les articles de bois quant à l'opportunité de créer, dans les pays développés, des bureaux des bois tropicaux, chargés de diffuser des renseignements sur les marchés et d'activités de promotion commerciale. Les participants ont été d'avis qu'il faudrait trouver le moyen de financer ces bureaux par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement.

Expansion des échanges, coopération économique et intégration régionale entre pays en voie de développement

29. De l'avis des participants, il importait de donner la priorité absolue à la coopération économique à l'intérieur de l'Afrique. A court terme, il faudrait s'appliquer à développer la coopération à l'échelon sous-régional, en veillant à ce que les dispositions prises n'imposent pas de nouveaux obstacles au commerce des pays africains qui n'appartiennent pas à un groupe sous-régional déterminé, d'autant que les sous-régions de l'Afrique sont souvent complémentaires du point de vue économique. A cet égard, on a

fait observer qu'il serait nécessaire de trouver un moyen de permettre aux pays africains n'appartenant pas à une sous-région déterminée de suivre les progrès accomplis vers l'intégration économique dans cette sous-région, cela en vue du but final qui était, à longue échéance, la coopération et l'intégration africaines à l'échelon régional.

30. Le programme de coopération entre pays africains n'excluait évidemment pas les efforts visant à intensifier les échanges avec les pays en voie de développement d'autres régions. Les mesures intra-régionales et interrégionales n'étaient pas forcément incompatibles les unes avec les autres.

31. Les participants ont admis que l'essentiel des activités destinées à promouvoir la coopération intra-africaine consisterait à déterminer les possibilités de coopération au moyen d'études techniques qui formeraient la base de négociations et d'échanges de vues intergouvernementaux sur des projets et programmes précis. A leur sens, il faudrait s'attacher davantage à l'application des mesures, c'est-à-dire aux efforts à déployer pour persuader les gouvernements africains de négocier et de s'entendre sur les dispositions réalistes et pratiques à prendre en vue de resserrer leur coopération économique. On a fait observer que cette action était souvent contrecarrée par l'interférence de facteurs extérieurs.

32. Les participants ont été d'avis que la CEA et l'OUA devraient jouer un rôle plus important dans les efforts destinés à développer l'intégration en Afrique. Ils ont prié instamment les gouvernements africains d'étudier de plus près les recommandations et opinions déjà formulées par la CEA dans ses études techniques. La CEA a été invitée à continuer les études visant à identifier les zones et les produits qui se prêtent à la coopération entre pays africains à court comme à long terme. Dans ces études, elle pourrait aussi explorer les perspectives et les voies favorables que pourraient faire naître des relations commerciales et économiques plus étroites avec les pays en voie de développement d'autres régions. Elle a été priée en outre de continuer l'étude sur les questions de paiements dans la mesure où elles se répercutent sur les échanges entre pays africains. Les participants ont exprimé l'espoir que l'ONU mettrait à la disposition de la CEA des ressources suffisantes pour lui permettre d'élargir et de renforcer ses activités en vue de l'expansion des échanges et de la coopération économique en Afrique.

33. Les participants ont noté avec satisfaction l'intérêt que la CNUCED a manifesté pour la question et se sont réjouis de la déclaration concertée adoptée à l'unanimité lors de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. En revanche, ils se sont déclarés déçus de constater que le Conseil du commerce et du développement, à sa septième session, n'avait pas pris de dispositions institutionnelles permettant de poursuivre les travaux à ce sujet sur une base permanente dans le cadre de la CNUCED, comme il avait été convenu pendant la deuxième Conférence. Ils ont invité les pays africains membres du Conseil du commerce et du développement à appuyer, à la huitième session du Conseil, comme position minimale, le projet de résolution présenté à la septième session par les pays en voie de développement. Les pays africains pourraient, dans le cadre de la CNUCED, apporter une contribution importante à la mise en oeuvre efficace de la déclaration adoptée par la deuxième Conférence. A cet égard, il a été recommandé que la CEA soit étroitement associée au groupe intergouvernemental qui serait créé pour s'occuper de la question.

#### Financement lié au commerce et au développement

34. Les participants ont noté avec satisfaction que la communauté internationale avait désormais reconnu sans réserve que les objectifs convenus en ce qui concerne le transfert des ressources par l'assistance financière, complétant les recettes que les pays en voie de développement tirent de leur commerce extérieur, devraient être un élément essentiel d'une politique internationale de développement. La question est suivie de près au sein de la CNUCED et d'autres organes internationaux. On a admis que la réalisation de l'objectif qui consistait dans le transfert de un pour cent du PNB des pays économiquement avancés aux pays en voie de développement sous forme d'aide financière, tel qu'il a été accepté dans la résolution 27 (II) de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, voire une progression vers cet objectif, augmenterait sensiblement l'aide aux pays en voie de développement. Il était maintenant indispensable d'amener les pays développés à prendre des engagements concernant un calendrier pour la réalisation de l'objectif relatif au volume de l'aide dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ces pays devraient en même temps prendre des engagements fermes concernant l'amélioration des conditions et modalités de l'aide, au sujet desquelles aucun progrès ne semble avoir été accompli. On a fait observer à cet égard que les pays africains pourraient évoquer à nouveau la possibilité de créer un fonds multilatéral de péréquation des intérêts.

35. Les participants se sont déclarés déçus de constater que les négociations prolongées sur le financement supplémentaire n'avaient pas donné de résultats positifs. Lors d'occasions antérieures, les pays africains avaient exprimé des doutes quant à la possibilité de concevoir le mécanisme de financement supplémentaire comme une méthode remplaçant les accords sur les produits de base. Ces doutes ayant été levés, les pays africains pouvaient maintenant donner au projet de mécanisme un appui beaucoup plus résolu qu'ils ne l'avaient fait jusqu'ici. Le Groupe intergouvernemental se consacrait apparemment davantage à analyser les difficultés du projet qu'à rechercher les solutions possibles. A moins qu'il ne soit prouvé que le mécanisme envisagé aurait de graves défauts, il fallait maintenant s'employer à l'appliquer. Les pays africains devraient donc exercer une pression politique sans équivoque pour que le mécanisme puisse commencer à fonctionner dès le début de la deuxième Décennie pour le développement.

36. Les participants ont accueilli avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire général de la CNUCED de proposer l'inscription des questions monétaires à l'ordre du jour de la huitième session du Conseil du commerce et du développement. La conjoncture actuelle, dans laquelle un certain nombre des principaux pays développés étaient aux prises avec de graves problèmes de paiements, préoccupait vivement les pays africains, en raison des incidences que les difficultés du système monétaire international, en se prolongeant, risquaient d'avoir sur leurs exportations. Les pays africains devraient donc suivre de très près la suite des événements concernant le système monétaire international et les propositions visant à le réformer. Il a été souligné qu'il ne serait pas de l'intérêt des pays africains que les débats en la matière se poursuivent dans des organismes fermés et restreints, sans la participation des pays africains. En particulier, il devrait maintenant être possible de rouvrir la discussion sur la proposition tendant à établir un lien entre la création de nouvelles liquidités internationales et l'octroi de ressources financières additionnelles pour le développement par les pays donateurs auxquels irait la majeure partie de ces liquidités.

#### Transports maritimes et aériens, assurances et tourisme

37. Un échange de vues approfondi a eu lieu sur les questions concernant les transports maritimes et autres transactions invisibles. Les participants ont réaffirmé leur appui aux résolutions adoptées par la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en particulier à celles qui confèrent à la CNUCED la responsabilité de toutes les questions de transports maritimes liées au commerce et au développement.

Les pays africains membres de la Commission des transports maritimes ont été invités à faire en sorte que le Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes soit créé, avec le mandat prévu dans la résolution 14 (II) de la Conférence, et que son programme de travail soit arrêté. La Réunion a également recommandé que la CNUCED étudie plus à fond les questions d'assistance technique concernant le développement des transports maritimes, des ports, des transports aériens, de l'assurance et du tourisme, y compris en particulier la formation de personnel dans ces domaines.

38. Les participants ont constaté que les pays maritimes n'avaient pas coopéré aussi pleinement qu'on aurait pu l'escompter aux études de la CNUCED sur les compagnies appartenant à des conférences. La Commission des transports maritimes devrait chercher le moyen d'obtenir de ces pays qu'ils fournissent des renseignements conformément à l'esprit et à la lettre de la résolution adoptée à la CNUCED avec leur appui, afin qu'il soit possible de faire une analyse approfondie.

39. Au sujet des assurances, du tourisme et des transports aériens, on a évoqué la nécessité croissante, ainsi que les possibilités actuelles et potentielles, d'une coopération au niveau régional ou sous-régional. Il faudrait mener à bonne fin les échanges de vues qui ont lieu entre les gouvernements africains et les institutions en cours d'organisation sous les auspices de la CEA et de l'OAU, afin de contribuer à freiner l'exode des ressources en devises. L'existence, dans ces secteurs, d'entreprises de dimensions trop minimes pour être rentables continuera à imposer aux pays africains de lourdes charges en matière de fret, de tarifs passagers et d'autres services. Faute de coopération dans les opérations de réassurance, les économies de devises réalisées par l'africanisation des compagnies d'assurances seraient infimes. En l'absence de coopération, des pays limitrophes perdaient l'occasion de se partager divers courants touristiques. On a souligné la nécessité d'une assistance technique accrue de la part des organismes de l'ONU.

40. Un certain nombre de résolutions adoptées dans des organes internationaux tels que la CNUCED ne sauraient être mises en oeuvre qu'avec l'appui des pays en voie de développement directement intéressés. Les gouvernements africains et ceux des autres pays en voie de développement, n'étant généralement pas assez renseignés sur les conditions et pratiques qui ont cours dans ces secteurs, n'étaient pas à même d'exercer suffisamment d'influence lorsqu'il s'agissait de questions comme les taux de fret. On a estimé que, pour la plupart des problèmes traités sous ce point de l'ordre du jour qui se posent aux pays africains, il conviendrait d'établir un mécanisme quelconque de consultation.

Mesures spéciales à prendre en faveur des pays en voie de développement les moins avancés

41. Les participants ont passé en revue les diverses décisions et recommandations adoptées à ce sujet depuis la Réunion ministérielle du Groupe des 77 à Alger, en particulier le rapport du Groupe des Quinze créé aux termes de la Charte d'Alger et la résolution 24(II) adoptée à ce sujet à New Delhi.
42. Les participants ont exprimé la crainte que la question ne reçoive peut-être pas toute l'attention qu'elle mérite lors de la mise en oeuvre des résolutions de la deuxième Conférence sur le commerce et le développement. Il a été reconnu que beaucoup des résolutions de la Conférence, dans leur dispositif, renfermaient des passages concernant les problèmes particuliers des pays en voie de développement les moins avancés. Il était donc inutile d'envisager un examen plus approfondi du principe selon lequel des mesures spéciales devaient être prises en faveur de ces pays. Ce qu'il fallait, c'était une politique de mise en oeuvre.
43. Les participants à la réunion n'ignoraient pas que, s'il n'était pas possible pour le moment d'arrêter et de définir un programme précis susceptible d'être accepté sur le plan international et d'être exécuté même dans des domaines où les besoins prioritaires des pays les moins avancés avaient été reconnus, il importait cependant de dégager les divers éléments qu'il faudrait regrouper en une politique positive visant à appliquer les mesures spéciales à prendre en faveur de ces pays. A cet égard, les participants ont noté avec satisfaction une déclaration récente du Président de la BIRD selon laquelle la Banque formulerait un programme spécial d'aide financière et technique en faveur des pays les moins avancés, ainsi que l'allusion aux problèmes de ces pays faite par le Secrétaire général de la CNUCED dans ses propositions concernant une stratégie globale pour la deuxième Décennie du développement.
44. Les pays africains participant à la Réunion ont donc réaffirmé leur adhésion au principe et la nécessité de mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés.

Promotion du commerce

45. Les participants ont souligné l'importance de mesures tendant à permettre aux pays africains de produire des biens agricoles et industriels susceptibles d'être exportés, et de les commercialiser à l'étranger de façon efficace. Pour beaucoup de ces pays, c'était la condition dont dépendait leur aptitude à tirer partie des débouchés commerciaux plus favorables qui pourraient leur être ouverts comme suite aux travaux

de la CNUCED ou aux décisions de principe prises à l'occasion de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La Réunion a pris note de la proposition visant à créer un centre régional de promotion commerciale dans le cadre de la CEA, et elle a invité les organismes des Nations Unies à prêter tout leur concours financier et technique aux activités de promotion des exportations dans la région africaine.

#### Formation

46. Lors de l'examen des divers points de l'ordre du jour de la Réunion, on a noté la pénurie de personnel qualifié pour promouvoir le commerce des pays africains et pour mobiliser les ressources intérieures et extérieures. Il a été décidé de faire figurer dans le rapport une requête spéciale invitant l'ONU et les organisations apparentées à tenir le plus grand compte de la nécessité de former des Africains à toutes les questions qui concernent le commerce, le financement et le développement. Un programme coordonné de formation entrepris dans le cadre de l'assistance technique de l'ONU et les moyens de stimuler les offres de possibilités de formation dans le cadre d'une aide bilatérale devraient retenir tout particulièrement l'attention de la CNUCED, de la CEA et des autres organismes intéressés.

#### Date et lieu de la quatrième Réunion

47. Les participants ont souligné la nécessité d'une coordination plus étroite entre le groupe africain à Genève, d'une part, la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine, de l'autre. On a exprimé l'espoir que ce genre de réunion ferait désormais régulièrement partie de l'activité des pays africains et que la CEA et l'OUA participeraient aux préparatifs de chacune des grandes réunions de la CNUCED afin d'aider les pays africains à harmoniser leurs positions.

48. La Réunion a donc recommandé que la quatrième Réunion mixte ait lieu à Genève peu avant la neuvième session du Conseil du commerce et du développement.

49. La troisième Réunion mixte avait cependant montré qu'il fallait absolument procéder à des échanges de vues approfondis sur les questions relatives à la coopération intra-africaine en matière de commerce et de développement et sur d'autres questions qui, aux termes de résolutions de la CEA et de l'OUA, étaient du ressort de la Réunion mixte. Elle a souligné que ces réunions, quand il ne s'agirait pas de préparatifs d'une session du Conseil ou d'autres activités de la CNUCED, devraient, en règle générale, se tenir en Afrique. Il serait souhaitable que les représentants des pays africains à Genève y participent de manière à assurer aux discussions le bénéfice de connaissances spécialisées et de renseignements à jour.

Remerciements

50. La Réunion a exprimé ses remerciements au secrétariat de l'OUA, de la CEA et de la CNUCED pour l'excellente documentation qu'il avait préparée et des dispositions qu'il avait prises pour cette session de la Réunion mixte CEA/OUA. Elle a expressément remercié M. Mensah, M. Darwood et M. Nypan de leurs avis et de leur contribution aux délibérations de la Réunion, et elle tient à consigner le fait que la réussite de la Réunion est due, en grande partie, à leurs efforts.



ANNEXE I  
RECOMMANDATIONS

La troisième Réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts pour le commerce et le développement de l'OUA :

Recommande ce qui suit :

La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement :

- a) Les objectifs de croissance à fixer pour les pays africains devraient être de nature à amener une accélération sensible du taux de croissance de l'économie de ces pays;
- b) L'ONU devrait intensifier son action pour aider les pays africains à formuler des plans de développement applicables et à mettre en place le mécanisme nécessaire à leur exécution; elle devrait notamment leur venir en aide au niveau de la politique économique nationale pour la mise en oeuvre des plans de développement;
- c) Les pays africains devraient prendre une part active à la détermination des changements qui s'imposent dans les politiques commerciales et financières internationales pour rendre possible la réalisation des objectifs minimum de croissance économique;
- d) Les rouages nationaux dans les pays africains devraient être renforcés en vue de dégager et d'éliminer les obstacles au développement, y compris les facteurs qui entravent la mobilisation des ressources nationales;
- e) Les objectifs actuels fixés pour le volume et les modalités et conditions de l'aide devraient être atteints d'ici le début de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- f) En tout état de cause, il faudrait, au cours des discussions précédant la Décennie pour le développement, obtenir des engagements formels sur la date de mise en application des résolutions pertinentes de la CNUCED et de l'ONU;
- g) Les mesures proposées dans d'autres sections des présentes recommandations en vue d'accroître les possibilités d'accès des exportations de produits primaires et d'articles manufacturés aux marchés des pays développés devraient être appliquées en tant que condition essentielle du succès de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; en particulier, les pays africains devraient procéder à un réexamen général de la politique des pays développés concernant l'accès sur leurs marchés des exportations africaines qui font l'objet de restrictions quantitatives et d'interdictions;

- h) des objectifs précis concernant le volume des importations dans les pays socialistes de produits provenant de pays africains et d'autres pays en voie de développement devraient être compris dans le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- i) il conviendrait de constituer un comité spécial chargé de préparer les contributions que la CNUCED pourrait apporter, pour les diverses questions de son ressort, à l'élaboration, en vue de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, d'un programme d'ensemble s'étendant au développement de tous les secteurs essentiels de l'économie des pays en voie de développement.

Problèmes et politiques des produits de base :

- a) Les accords et ententes déjà conclus sur les produits de base devraient constituer un rouage essentiel de la politique économique internationale suivant laquelle sera lancée la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- b) à cette fin, des accords de ce type devraient, en 1973 au plus tard, couvrir une proportion appréciable des produits primaires d'exportation qui présentent de l'intérêt pour les pays africains; un nouvel effort devrait être fait pour arrêter un calendrier selon lequel la résolution 16 (II) serait mise en oeuvre;
- c) un Accord général sur les ententes relatives aux produits de base devrait être conclu d'ici la fin de 1970, de manière qu'il existe des principes et modèles unifiés que pourraient suivre tous les accords sur les produits de base, y compris notamment ceux qui concernent les produits de base dont l'exportation intéresse principalement les pays en voie de développement;
- d) les pays africains, avec le concours de la CEA, devraient participer plus activement à la création d'associations et de groupements de pays producteurs pour que les pays producteurs soient finalement en mesure d'assumer en toute indépendance la défense de leurs intérêts sur les marchés des produits de base;
- e) les institutions financières internationales devraient assumer une responsabilité précise dans le financement des stocks régulateurs et autres mécanismes de vente liés aux accords sur les produits de base; à cet effet, les gouvernements africains devraient proposer les modifications à apporter aux statuts et aux règlements de ces institutions.

Expansion et diversification des exportations d'articles finis et semi-finis des pays en voie de développement :

- a) Un système général de préférences devrait entrer en vigueur au début de 1970 au plus tard;
- b) Le système général de préférences devrait s'étendre aux produits agricoles et primaires transformés et semi-transformés, de manière à être étroitement lié à la capacité de production actuelle prévisible des pays africains;
- c) Aussitôt que les pays de l'OCDE auraient déposé leur offre indiquant les produits qui seraient admis à bénéficier du système général de préférences, la CEA devrait convoquer une réunion spéciale des pays africains intéressés;

- d) La CEA devrait amplifier et achever son étude sur les produits transformés et semi-transformés qui présentent ou pourraient présenter très prochainement un intérêt pour les pays africains, pour qu'elle serve de guide à ces pays dans leurs délibérations, au cours de la réunion spéciale visée à l'alinéa c) ci-dessus, sur les offres de préférences tarifaires faites par les pays de l'OCDE et elle devrait prêter son concours à l'élaboration de règles de base pour les négociations sur le projet de système généralisé de préférences;
- e) Le système général de préférences devrait, sauf s'il est prouvé qu'il existe des considérations d'intérêt économique national prédominant, comporter l'entrée en franchise;
- f) Aucune mesure discriminatoire de représailles ne devrait être prise par un pays développé contre un pays en voie de développement à cause de préférences accordées par ce dernier à d'autres pays développés dans le cadre d'obligations contractuelles antérieures à l'entrée en vigueur du système général de préférences;
- g) Les pays développés devraient organiser entre eux des consultations concernant la suppression des préférences dont quelques-uns d'entre eux jouissent dans quelques pays en voie de développement, afin de permettre à tous les pays développés d'accorder des préférences à tous les pays en voie de développement sur une base équitable;
- h) Les pays africains membres du Comité spécial des préférences devraient, en exposant leur position, faire ressortir les points ci-dessus;
- i) Les études de la CNUCED sur les pratiques commerciales restrictives devraient porter aussi sur les pratiques qui font obstacle aux importations à destination des pays en voie de développement;
- j) Les pays africains devraient examiner les possibilités de modifier les règles suivies par le PNUD en matière de financement afin qu'il puisse financer des projets visant à la promotion commerciale dans les pays développés et appliqués dans ces régions, si les pays en voie de développement en font la demande et peuvent prouver que ces projets présentent de l'intérêt pour eux.

Expansion des échanges, coopération économique et intégration régionale entre pays en voie de développement

- a) Les pays africains devraient redoubler d'efforts pour traduire en mesures, accords et programmes précis leur adhésion de longue date aux principes de la coopération économique;
- b) Ils devraient réaffirmer au sein de l'OUA et de la CEA l'importance capitale de la coopération économique dans leurs politiques et plans nationaux de développement et dans la stratégie internationale qui est prévue pour la région africaine au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- c) Afin de faciliter les progrès des pays africains vers une coopération effective, l'ONU, par l'intermédiaire de la CEA, devrait consacrer une proportion nettement supérieure de ressources à l'étude technique des domaines et projets possibles de coopération;
- d) En particulier, il conviendrait d'étudier, assez en détail pour en faciliter l'exécution rapide, les projets et programmes coopératifs propres à accélérer le rythme du développement des Etats membres de chaque groupement sous-régional;
- e) Par l'intermédiaire de leurs groupements sous-régionaux, les pays africains devraient chercher à intensifier rapidement les échanges entre eux; en s'accordant, s'il le faut, les uns aux autres, des préférences et privilèges spéciaux; la CEA devrait étudier, par l'entremise du centre régional de promotion commerciale qu'il est question de créer, quelques dispositions pratiques par lesquelles les gouvernements africains pourraient, dans leurs achats officiels au moins, donner la préférence à des fournisseurs africains;
- f) La CEA devrait poursuivre ses études sur les questions de paiements pour autant qu'elles se répercutent sur les échanges entre pays africains, et elle devrait formuler des recommandations appropriées visant à éliminer toutes les difficultés existant dans ces domaines;
- g) Si elle en est priée, l'ONU devrait, par l'intermédiaire de la CEA, aider à gérer ou à consolider les institutions africaines de coopération multinationale;
- h) Les pays africains à la CNUCED devraient appuyer l'établissement d'un mécanisme permanent au sein de cette organisation en vue de promouvoir la recherche sur les aspects globaux des problèmes de la coopération économique, de faire en sorte que la communauté internationale suive de près la question et de contribuer ainsi à rallier l'appui matériel et moral de l'extérieur aux efforts africains de coopération économique;

- i) La CEA et l'OUA devraient être étroitement associées aux travaux du groupe intergouvernemental dont la création est envisagée et à la mise au point plus poussée de dispositions institutionnelles pour l'examen de la question.

Financement lié au commerce et au développement

- a) Les pays africains et autres pays en voie de développement devraient s'employer à obtenir des pays développés, lors de la troisième session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce de la CNUCED, au Conseil économique et social, à la neuvième session du Conseil du commerce et du développement et dans les autres circonstances où la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement fera l'objet de discussions, un engagement concernant :
- i) un calendrier pour la réalisation, en ce qui concerne le volume de l'aide, de l'objectif de 1 % du PNB des pays économiquement avancés, tel qu'il a été accepté dans la résolution 27 (II) de la deuxième Conférence sur le commerce et le développement, dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- ii) l'application, d'ici la fin de 1970, des normes énoncées dans la résolution 29 (II) de la Conférence pour les conditions et modalités de l'aide;
- b) Les pays africains devraient donner tout leur appui au projet de mécanisme de financement supplémentaire et demander instamment qu'un accord se fasse pour que ce mécanisme commence à fonctionner dès le début de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- c) Les pays africains devraient joindre leurs efforts à ceux d'autres pays en voie de développement pour obtenir qu'un lien solide soit établi entre la création de nouvelles liquidités internationales et l'octroi de ressources financières additionnelles pour le développement;
- d) Il faudrait, chaque fois que l'occasion s'en présente, mettre en évidence l'intérêt légitime que les pays en voie de développement ont dans la réforme du système monétaire international et le rôle qu'ils devraient jouer dans les discussions à ce sujet;

- e) Les pays africains devraient donner leur appui à toutes les mesures propres à renforcer le mécanisme consultatif international se rapportant à la mobilisation de l'aide extérieure, afin que la région, en général, et les pays les moins privilégiés, en particulier, puissent bénéficier d'un volume et d'une proportion suffisante d'aide extérieure;
- f) Il faudrait trouver le moyen de procurer une aide extérieure accrue aux banques régionales et interrégionales de développement en Afrique.

Transports maritimes et aériens, assurances et tourisme :

- a) La Commission des transports maritimes de la CNUCED devrait instituer un groupe de travail de la réglementation des transports maritimes, en application de la résolution 46 (VII) du Conseil du commerce et du développement, lui confier un mandat conforme à la résolution 14 (II) de la Conférence, et arrêter son programme de travail;
- b) Il faudrait accroître l'assistance technique de la CNUCED et de la CEA aux pays africains pour le développement de leurs entreprises de transports maritimes et de leurs ports, la formation de personnel dans ce domaine et l'établissement d'un mécanisme consultatif à cet égard;
- c) Il faudrait chercher à obtenir l'aide des pays développés pour créer et développer des marines marchandes africaines;
- d) Conformément aux décisions unanimes de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, il faudrait lancer un appel aux gouvernements des Etats membres de la CNUCED leur demandant d'inviter les armateurs, conférences maritimes, chargeurs et autres milieux commerciaux de ces pays à coopérer avec le secrétariat de la CNUCED en lui fournissant rapidement des renseignements valables pour lui permettre de terminer son étude sur les pratiques des conférences et le maintien de services maritimes suffisants, afin qu'elle soit présentée à la quatrième session de la Commission des transports maritimes en 1970;
- e) Les pays africains devraient donner leur appui au cours de formation de spécialistes de l'économie des transports maritimes que la CNUCED envisage d'organiser et devraient en profiter pleinement, conformément à la disposition pertinente de la Charte d'Alger selon laquelle l'assistance financière et technique aux pays en voie de développement en matière de transports maritimes "devraient comprendre la formation de cadres pour les aspects économiques, administratifs, techniques et autres des transports maritimes";

- f) Les gouvernements africains devraient examiner de nouveau la possibilité d'une coopération entre pays africains à leurs programmes de promotion touristique et adopter de nouvelles mesures pour resserrer la coopération;
- g) Les pays africains devraient, dans leurs institutions régionales et sous-régionales, prendre des dispositions pour renforcer en particulier les marchés de réassurance de la région, afin d'enrayer l'exode des primes d'assurance vers d'autres régions;
- h) Les pays africains devraient donner leur appui au Cycle d'étude interrégional sur les assurances qui doit se tenir à Prague en octobre 1969, et faire en sorte que les pays africains y soient dûment représentés;
- i) Il faudrait examiner de nouveau la possibilité de créer des entreprises multinationales de transports maritimes et aériens en Afrique et de renforcer par d'autres moyens la collaboration entre institutions africaines dans ces domaines;
- j) La CEA et l'OUA devraient, en vue de conseiller les gouvernements africains, étudier la possibilité d'abaisser les taux de fret et les tarifs passagers, ainsi que les autres dépenses relatives aux mouvements des marchandises et des personnes entre pays africains;
- k) La CNUCED et les autres organismes de l'ONU auxquels les résolutions de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont conféré la responsabilité des questions de transports maritimes liées au commerce et au développement des pays en voie de développement devraient être renforcés et mis en mesure de s'acquitter de ces responsabilités.

**Mesures spéciales à prendre en faveur des pays en voie de développement les moins avancés :**

- a) Les diverses recommandations faites en faveur des pays en voie de développement les moins avancés devraient être regroupées en un programme spécial des Nations Unies que le Secrétaire général de l'ONU instituerait dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et qui couvrirait les divers aspects de leur développement et de leur commerce;
- b) Dans le cadre de ce programme, la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec l'Organisation de l'Unité africaine, devrait faire un rapport sur les mesures spéciales possibles et sur les moyens de les appliquer dans l'intérêt des pays en voie de développement les moins avancés, en tant qu'éléments d'une stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;



- c) le rapport devrait tenir compte en particulier des problèmes et questions ci-après :
- i) - pays à économie de monoculture et pays sans littoral;
  - ii) - importance qui s'attache à l'inclusion, dans tout système général de préférences, des produits figurant aux chapitres 1 à 24 de la NDB qui présentent un intérêt particulier, du point de vue de l'exportation, pour les pays les moins avancés;
  - iii) - mesures propres à assurer une répartition équitable de l'aide financière entre pays et régions en voie de développement, notamment mesures spéciales visant à améliorer l'aptitude des pays les moins avancés à attirer et à absorber l'aide financière;
  - iv) - concentration sur des secteurs présentant un intérêt particulier pour les pays les moins avancés lors de l'élaboration des projets d'assistance technique concernant le développement d'industries orientées vers l'exportation et des programmes nationaux et multinationaux de promotion des exportations;
  - v) - examen spécial du cas des pays en voie de développement les moins avancés lors du calcul des contributions financières aux accords sur les produits de base;
- d) L'Organisation de l'Unité africaine et la Commission économique pour l'Afrique devraient donner pour instructions à la quatrième Réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts pour le commerce et le développement de l'OUA de se réunir avant la neuvième session du Conseil du commerce et du développement pour examiner le rapport visé aux alinéas b) et c) ci-dessus et pour formuler des propositions qui seraient étudiées par le Groupe des pays en voie de développement, puis présentées au Conseil du commerce et du développement à sa neuvième session;
- e) Les pays africains devraient demander que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la neuvième session du Conseil du commerce et du développement.

Promotion du commerce :

- a) Le centre régional de promotion commerciale de la CEA devrait être créé rapidement afin d'encourager les activités sur le terrain qui visent à renforcer les rouages nationaux existant dans les pays africains pour la promotion des exportations;

- b) ce centre devrait coopérer avec le Centre du commerce international et avec les autres organismes intéressés des Nations Unies afin de présenter aux pays africains un programme coordonné d'assistance et de conseils techniques sur les questions de promotion commerciale;
- c) Le centre devrait s'occuper tout particulièrement de la promotion du commerce intra-africain;
- d) La formation d'Africains aux questions de promotion commerciale devrait avoir priorité;
- e) L'ONU et les organisations qui lui sont reliées devraient mobiliser des ressources humaines et financières suffisantes pour permettre à ce programme de promotion commerciale en Afrique d'avoir une incidence notable.

Formation :

- a) L'ONU et les institutions spécialisées devraient tenir le plus grand compte de la nécessité de former des Africains à toutes les questions concernant le commerce, le financement et le développement;
- b) Des efforts particuliers devraient être faits dans le cadre des programmes du PNUD pour affecter des ressources additionnelles à la formation du personnel en Afrique;
- c) La CNUCED, la CEA et les autres organismes intéressés devraient s'occuper tout particulièrement de la coordination des programmes ci-dessus avec les possibilités de formation offertes dans le cadre d'une aide bilatérale.

Date et lieu de la quatrième Réunion :

- a) La quatrième Réunion mixte CEA/OUA devrait se tenir à Genève peu avant la neuvième session du Conseil du commerce et du développement;
- b) les réunions mixtes CEA/OUA appelées à traiter de questions relatives à la préparation d'une session du Conseil ou d'autres activités de la CNUCED devraient se tenir avant chaque session du Conseil du commerce et du développement à Genève;
- c) une meilleure coordination et une collaboration plus étroite devraient s'instaurer entre le Groupe africain à Genève et la Commission économique pour l'Afrique conjointement avec les services compétents à l'Organisation de l'Unité africaine;
- d) La CEA et l'OUA devraient continuer à participer aux préparatifs de chacune des grandes réunions de la CNUCED afin d'aider les pays africains à harmoniser leurs positions.

## ANNEXE II

### ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la réunion.
4. Position de l'Afrique sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la huitième session du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED :
  - i) La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;
  - ii) Problèmes et politiques des produits de base;
  - iii) Expansion et diversification des exportations d'articles finis et semi-finis des pays en voie de développement;
  - iv) Expansion des échanges, coopération économique et intégration régionale entre pays en voie de développement.
5. Financement lié au commerce et au développement.
6. Transports maritimes et aériens, assurances et tourisme.
7. Mesures spéciales à prendre en faveur des pays en voie de développement les moins avancés.
8. Autres questions.
9. Date et lieu de la quatrième réunion.
10. Adoption du rapport.

ANNEX III

LIST OF PARTICIPANTS

LISTE DES PARTICIPANTS

ALGERIA/ALGERIE

Member/Membre:

M. Mohamed-Lamine Allouane  
Deuxième Secrétaire  
Mission permanente de l'Algérie  
auprès des Nations Unies  
Genève

Alternate/Suppléant:

M. Mohamed Laala  
Secrétaire  
Mission permanente de l'Algérie  
auprès des Nations Unies

BURUNDI

S.E. M. Joseph Nindorera  
Ambassadeur  
Paris

CAMEROON/CAMEROUN

Mr. E.D. Quan  
Foreign Affairs Counsellor  
Cameroon Embassy  
Bonn

CONGO (DEM. REP. OF)/  
CONGO (REP. DEM. DU)

Member/Membre:

M. Honoré Waku  
Représentant permanent adjoint  
Mission permanente de la République  
démocratique du Congo auprès des  
Nations Unies  
Genève

Alternate/Suppléant:

M. Gustave Mulenda  
Conseiller  
Mission permanente de la République  
démocratique du Congo auprès des  
Nations Unies  
Genève

ETHIOPIA/ETHIOPIE

Mr. Ghebre Ghidan Alula  
First Secretary  
Permanent Mission of Ethiopia to  
the United Nations  
Geneva

GABON

M. Pierre-Claver Eyeguet  
Chargé d'Affaires  
Mission permanente du Gabon auprès  
des Nations Unies  
Genève

M. Marc Nan-Nguema  
Conseiller économique et commercial  
du Président de la République Gabonaise

GHANA

Member/Membre:

H.E. Mr. K.B. Asante  
Ambassador and Permanent Representative  
Permanent Mission of Ghana to the  
United Nations  
Geneva

Alternate/Suppléant:

Mr. J.A. Asmah  
Deputy Permanent Representative  
Permanent Mission of Ghana to the  
United Nations  
Geneva

Advisers/Conseillers:

Mr. J.A. Sittie  
First Secretary - Commercial  
Permanent Mission of Ghana to the  
United Nations  
Geneva

Mr. M.Y. Asomaning  
Second Secretary - Commercial  
Permanent Mission of Ghana to the  
United Nations  
Geneva

IVORY COAST/CÔTE-D'IVOIRE

Member/Membre:

S.E. M. Bénie Nioupin  
Representant permanent  
Mission permanente de la Côte d'Ivoire  
auprès des Nations Unies  
Genève

Adviser/Conseiller:

M. Amakon Thiémélé  
Conseiller économique  
Mission permanente de la Côte d'Ivoire  
auprès des Nations Unies  
Genève

**KENYA**

**Member/Membre:**

Mr. Arvind Barve  
Assistant Director of Trade and Supplies  
Ministry of Commerce and Industry  
Nairobi

**Alternate/Suppléant:**

Mr. Bernard Adundo  
Assistant Secretary  
Ministry of Foreign Affairs  
Nairobi

**LIBYA/LIBYE**

Mr. Muftah Ennaili  
Second Secretary  
Permanent Mission of Libya to  
the United Nations  
Geneva

Mr. Salah Marai  
Attaché  
Ministry of Foreign Affairs  
Beida

**MALI**

M. Yaya Fomba  
Directeur adjoint des Douanes  
Direction des Douanes  
Bamako

**MAURITIUS/ILE MAURICE**

Mr. Louis Joseph Raymond Chasle  
First Secretary  
Mauritius Embassy  
Paris

**Morocco/MAROC**

M. Al-Arbi Khattabi  
Conseiller, Représentant permanent  
adjoint  
Mission permanente du Royaume du  
Maroc auprès des Nations Unies  
Genève

**NIGERIA**

**Member/Membre:**

H.E. Mr. Alhaji Sule Kolo  
Ambassador Extraordinary and  
Plenipotentiary to Switzerland,  
Permanent Representative to the  
United Nations and International  
Organizations  
Geneva

**Alternates/Suppléants:**

Mr. Moses Taiwo Adebajo  
First Secretary (Commercial)  
Permanent Mission of Nigeria to the  
United Nations  
Geneva

Mr. E.G.O. Beecroft  
Second Secretary (Commercial)  
Permanent Mission of Nigeria to the  
United Nations  
Geneva

**RWANDA**

**Member/Membre:**

M. Déogratias Gashonga  
Directeur général au Cabinet du  
Président de la République  
Présidence de la République  
Kigali

**Alternate/Suppléant:**

M. Chrysostome Nduhungirehe  
Directeur général du Commerce extérieur  
Ministère du Commerce, des Mines et  
de l'Industrie  
Kigali

**Adviser/Conseiller:**

M. Jules Kananura  
Conseiller d'Ambassade et de la  
Mission permanente du Rwanda  
auprès de l'Office des Nations Unies  
et des Institutions spécialisées à  
Genève

**TOGO**

M. Sébou Alexis Napo  
Premier Secrétaire de l'Ambassade du  
Togo  
Paris

TUNISIA

Member/Membre:

M. Brahim Kotrane  
Chef de service au Secrétariat  
d'Etat au Plan et à  
l'Economie Nationale  
Tunis

Advisers/Conseillers:

M. Othman M'Barek  
Inspecteur chargé des organisations  
économiques internationales au  
Secrétariat d'Etat au Plan et à  
l'Economie Nationale  
Tunis

M. Taoufik Largui  
Secrétaire d'Ambassade à la Mission  
permanente de la Tunisie à  
Genève

UGANDA/UGANDA

Mr. Eldad Kanyanya Wapenyi  
Foreign Service Officer  
Ministry of Foreign Affairs  
Entebbe

UNITED ARAB REPUBLIC/  
REPUBLIQUE ARABE UNIE

Member/Membre:

S.E. M. Hussein Khallaf  
Ambassadeur  
Représentant permanent de la R.A.U.  
auprès de l'Office des Nations  
Unies à Genève

M. Said Tallat Harb  
Conseiller commercial  
Mission permanente de la R.A.U. auprès  
des Nations Unies  
Genève

M. Hassan S. Abdel-Aal  
Premier Secrétaire  
Mission permanente de la R.A.U. auprès  
des Nations Unies  
Genève

M. Reushdy Abdel-Kader  
Secrétaire commercial  
Mission permanente de la R.A.U.  
auprès des Nations Unies  
Genève



E/CN.14/49  
E/CN.14/WP.51/15  
OAU/TRAD/14  
Annex III  
Page 6

UNITED ARAB REPUBLIC/  
REPUBLIQUE ARABE UNIE (Cont'd)

M. Youssri Rizk  
Deuxième Secrétaire  
Mission permanente de la R.A.U.  
auprès des Nations Unies  
Genève

<sup>2</sup>  
ZAMBIA/ZAMBIE

Mr. E.S. Kapotwe  
Trade Commissioner  
London

ANNEXE IV

LISTE DES DOCUMENTS

<u>Symbole</u>	<u>Titre</u>
E/CN.14/UNCTAD II/1	Commerce extérieur de l'Afrique : tendances, problèmes et questions de politique
E/CN.14/UNCTAD II/2	Obstacles tarifaires et autres enregistrés, après les négociations Kennedy, pour certains produits dont l'exportation présente un intérêt pour l'Afrique
E/CN.14/UNCTAD II/3	Coopération internationale pour le financement du commerce et du développement
E/CN.14/UNCTAD II/4	La coopération économique en Afrique
E/CN.14/UNCTAD II/5	Note consultative : les questions commerciales à la deuxième session de la CNUCED, mesures spéciales en faveur des pays les plus deshérités, problème alimentaire
E/CN.14/437	Note sur la CNUCED II et ses conséquences pour l'Afrique

ANNEXE V

DECLARATION FAITE PAR M. J.H. MENSAH  
DIRECTEUR DE LA DIVISION DU COMMERCE ET DE LA COOPERATION ECONOMIQUE  
AU NOM DU SECRETAIRE EXECUTIF DE LA CEA

C'est un honneur pour moi de pouvoir vous souhaiter la bienvenue au nom du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à cette réunion conjointe du Groupe de travail de la CEA sur le commerce intra-africain et du Comité consultatif d'experts de l'OUA sur le commerce et le développement. Cette réunion, la troisième, fait suite à celles qui se sont tenues en mars et en août 1966, ainsi qu'à la réunion du Groupe africain qui a précédé la Conférence tenue par le Groupe des 77 à Alger en octobre 1967. En outre, évidemment, le Groupe africain, en tant que l'un des groupes régionaux qui constituent le Groupe des 77, s'est réuni dans le courant de chaque session du Conseil du commerce et du développement et a été aussi l'un des principaux organismes de base qui ont pris part aux travaux de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Les questions relatives au commerce et au financement ont toujours été de celles qui sont au centre des préoccupations de la CEA. Le Groupe de travail a succédé au Comité permanent du commerce qui a fonctionné dès la création de la Commission. A l'intérieur de l'OUA, les questions relatives au commerce et au financement ont également commencé à occuper une position plus centrale, et il devient de plus en plus urgent d'harmoniser toutes ces conceptions avec les positions que les pays africains sont appelés à adopter du fait qu'ils sont membres de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social.

C'est à Alger, en octobre 1967, que nous avons eu, pour la dernière fois, l'occasion de faire un inventaire général de nos intérêts et de nos aspirations en matière de commerce international et de financement, et que nous les avons énoncés dans une déclaration officielle. La Déclaration africaine d'Alger a été le fondement même de notre participation à la Réunion ministérielle du Groupe des 77 et à la deuxième Conférence des Nations Unies sur la commerce et le développement qui s'est tenue à New Delhi, voici douze mois. Maintenant que la communauté internationale se prépare à donner suite aux décisions de la Conférence de New Delhi et à définir l'attitude qu'elle adoptera touchant les questions relatives au commerce et au financement dans la perspective de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement qui va s'ouvrir, il faut que les pays africains fassent, une fois encore, le point et tracent la voie qu'ils entendent suivre. Il importe en particulier que, d'ici la fin de 1970, moment où sera finalement arrêtée la politique économique internationale de la deuxième Décennie pour le développement, les décisions prises reflètent suffisamment les intérêts et les aspirations de ce Groupe. Après tout, en effet, les pays africains constituent une très forte proportion du groupe des pays en voie de développement en faveur desquels cette politique est censée être conçue.

Les problèmes dont nous devons nous occuper au cours de cette réunion sont toujours les mêmes : commerce des produits de base; assistance financière internationale; possibilités offertes au commerce d'articles manufacturés et projet de système de préférences; et, dans tous ces domaines, avantages et concessions spéciales que les pays africains peuvent escompter, du fait surtout qu'ils sont au nombre des pays en voie de développement les moins avancés. Cependant, la perspective dans laquelle il nous faut maintenant réévaluer ces problèmes est sensiblement différente, compte tenu surtout des résultats de la deuxième Conférence sur le commerce et le développement. D'un point de vue général, il nous semble que, dans les mois à venir, les pays africains doivent principalement s'efforcer, dans tous les organes où les politiques à suivre en matière de commerce international et de financement vont être discutées, de faire ressortir qu'il faut mettre en oeuvre le plus tôt possible les décisions déjà prises et non rechercher des définitions entièrement nouvelles de buts et d'objectifs.

Il est évidemment possible et nécessaire, pendant cette ,ise en oeuvre, d'apporter certaines améliorations aux buts et objectifs; mais ce n'est pas l'essentiel de la tâche à accomplir. Ce serait certainement s'égarer que laisser s'aggraver sans réagir quelques-unes des tendances défavorables observées depuis quelque temps en matière de commerce et de financement, tandis que les pays africains et autres régions en voie de développement poursuivraient d'autres desseins, plus ambitieux, dans le domaine des politiques économiques internationales.

#### Produits de base

Dans la note sur la CNUCED II et ses conséquences pour l'Afrique (E/CN.14/437), nous avons tâché de récapituler les renseignements les plus récents sur l'évolution des marchés des produits de base. Etant donné les résultats assez peu probants de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement concernant les questions relatives aux produits de base, il faut que les pays africains et les autres pays en voie de développement producteurs des produits sur lesquels un accord est intervenu, procèdent à de nouveaux échanges de vues pour déterminer le moment auquel ils chercheront à obtenir la conclusion d'accords internationaux sur les divers produits de base. En règle générale, il semble que les accords relatifs à des produits de base ne seront réalisés qu'au cours des périodes où les conditions du marché sont relativement favorables aux producteurs et où les pays consommateurs se trouvent, de ce fait, incités à conclure un accord propre à freiner le mouvement des prix qui leur est défavorable. La tactique inverse, celle des pays en voie de développement préconisant des accords relatifs aux produits de base pour enrayer des tendances défavorables qui se manifestent n'a pas réussi jusqu'ici et réussira probablement encore moins dans l'avenir, vu l'attitude assez réservée des pays développés à l'égard des accords relatifs aux produits de base.

L'accord sur le sucré, récemment conclu, doit être apprécié à sa juste valeur : il s'agit d'une victoire, mais elle reste en marge du problème international du sucre dans son ensemble. Les obstacles principaux restent à surmonter en ce sens qu'il faut assurer aux producteurs des pays en voie de développement une proportion toujours croissante du marché du sucre qui est actuellement réservé aux producteurs des pays développés sous la protection de restrictions quantitatives généralisées.

Cette année favorable sur le marché du cacao semble devoir s'écouler sans qu'un accord international ait été conclu. Rien ne permet de prévoir si la prochaine récolte amènera une année de disette ou une année d'abondance. Dans ce dernier cas, on aura laissé passer, une fois encore, la chance de conclure un accord international sur le cacao.

Ces derniers mois, les exportateurs africains de graines oléagineuses et de matières grasses se sont trouvés devant une conjoncture relativement défavorable. Nous en sommes encore à discuter de la marche à suivre pour étudier ce secteur du marché des produits de base. Des mesures assez énergiques ont été prises en ce qui concerne le caoutchouc naturel, mais le sentiment général paraît être à la passivité et à la résignation quant à l'avenir des fibres dures, y compris le sisal qui a une importance considérable pour quelques pays d'Afrique. Le renversement de la tendance chronique à la baisse sur le marché du coton semblerait dépendre d'un accord ouvrant plus largement les marchés des pays développés aux textiles des pays en voie de développement. Parmi les minéraux et les métaux qui auraient pu faire l'objet d'accords internationaux, le cuiivre a bénéficié sur le marché d'une poussée favorable qui aurait pu fournir l'occasion d'une réorganisation du marché. Les échanges de vues engagés à cette fin entre les pays producteurs de cuivre n'ont pas encore abouti à une entente définitive.

Etant donné les considérations qui précèdent et les faits relevés sur beaucoup d'autres marchés de produits primaires où les pays africains ont un intérêt commercial substantiel, une question générale se pose : il s'agit de savoir si, pendant les préparatifs de la prochaine Décennie pour le développement ou au début de celle-ci, il sera possible de réorganiser complètement les marchés internationaux des produits de base. En l'état actuel des choses, on peut avoir de sérieux doutes à ce sujet. La présente réunion est invitée à formuler, dans ses conclusions, un programme pratique d'action concernant le commerce des produits de base, que les pays africains devront suivre dans tous les organismes, dont le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement qui sont actuellement en train d'élaborer des propositions sur la manière dont ils pourraient employer leurs ressources financières pour contribuer à stabiliser le commerce des produits de base. Je reviendrai tout à l'heure à la proposition concernant le financement supplémentaire et à l'action que les pays africains devraient entreprendre à son sujet.

### Questions relatives au financement

D'une manière générale, on peut dire que ce qu'il faut faire en matière de financement est de veiller à ce que les pays donateurs prennent des décisions visant à atteindre les objectifs déjà convenus et non à s'en éloigner davantage. Que peuvent faire les pays africains, et dans quelle perspective, pour que les décisions prises aux Etats-Unis, en Europe occidentale et dans les pays socialistes laissent présager une nouvelle série d'augmentations, en volume, de l'aide et non pas des réductions ou une stagnation ? Avant le début, l'année prochaine, de la deuxième Décennie pour le développement, sera-t-il possible d'obtenir, sinon une action effective, du moins des engagements précis à cet égard ? Et pour déclencher ce mouvement, quel sera le type d'activités que devront entreprendre les pays en voie de développement et les pays développés qui se sont déjà engagés à atteindre en matière d'aide les objectifs fixés à la deuxième Conférence sur le commerce et le développement ?

Pour ce qui est des conditions de l'aide, l'année 1968 est terminée, et l'OCDE devrait disposer sous peu des résultats de l'évaluation des progrès réalisés à ce sujet. Compte tenu de l'engagement pris par les pays membres de l'OCDE de faire une nouvelle tentative pour parvenir à améliorer les conditions de l'aide, quel type de dialogue et d'activités de négociation les pays africains devraient-ils rechercher pour faire en sorte que l'écart entre les résultats obtenus et les normes fixées, que cet examen fera assurément apparaître, commence à être comblé en 1969/70 ?

Pour les pays africains, il se pose également plusieurs questions spécifiques : l'issue probable de la renégociation actuelle de la Convention de Yaoundé, la reconstitution des ressources de l'IDA pour que cet organisme puisse s'engager sur la voie d'une participation accrue au développement de l'Afrique conformément aux promesses faites par la direction de la BIRD, les propositions relatives aux mesures de financement supplémentaire et, enfin, une assistance internationale éventuelle aux banques régionales de développement en Afrique. Les grandes lignes de quelques suggestions concernant ces questions sont exposées aux pages 34-37, 39-40 et 41-42 de la note sur la CNUCED II et ses conséquences pour l'Afrique (E/CN.14/437).

C'est dans ce domaine, plus qu'ailleurs peut-être, qu'il importe manifestement que les pays africains mobilisent, sur un vaste front, toutes les forces politiques qu'ils peuvent rassembler, de façon à influencer sur les décisions budgétaires que les principaux pays donateurs sont en train de prendre. A condition qu'elles soient défendues, à la neuvième session de la CEA, qui va se tenir prochainement, par les chefs d'Etat africains plus tard en cours d'année et par toutes les délégations africaines à la session de l'Assemblée générale de 1969-70, où sera arrêté le cadre définitif du programme de la deuxième Décennie pour le développement, les recommandations formulées à notre réunion devraient constituer pour le Groupe africain un plan d'action cohérent pour aborder ces questions de financement international.

#### Préférences

Pour les pays africains, le problème des préférences se ramène, en fait, à savoir si des préférences tarifaires seront consenties ou non pour les dérivés transformés et semi-transformés de leurs produits agricoles. S'il faut attendre le dépôt de listes de produits, qui a été promis par les pays membres de l'OCDE, pour déterminer comment ces pays ont, dans la pratique, résolu la question, il est évident cependant qu'il n'a pas été fait droit, pour le moment, à la requête essentielle des pays africains demandant que les produits transformés et semi-transformés soient admis à bénéficier du système de préférences.

L'étude faite par le secrétariat de la CEA porte à croire qu'en fait l'inclusion d'une liste relativement modeste de ces produits transformés suffirait à assurer aux pays africains la plupart des avantages qu'ils peuvent espérer retirer dans l'immédiat d'un système généralisé de préférences. Cette étude sera bientôt publiée, et elle devrait aider les pays membres à arrêter leur position à l'égard de l'offre qui sera ultérieurement formulée par les pays de l'OCDE. Quoiqu'il en soit, notre réunion peut au moins réaffirmer la position selon laquelle le fait d'exclure du système de préférences les produits transformés et semi-transformés présentant un intérêt primordial pour les pays en voie de développement ne constituerait pas une solution acceptable.



### Promotion du commerce

On s'accorde de plus en plus à reconnaître que les tentatives faites sur le plan international pour faire admettre sur le marché les produits vendus par les pays en voie de développement ne s'accompagnent pas assez souvent d'efforts visant à permettre à ces pays de produire et de commercialiser de façon efficace les produits demandés sur les marchés mondiaux. L'aptitude des pays africains à tirer parti des accords relatifs aux produits de base, des systèmes de préférences ou de tout abaissement général des obstacles au commerce international se trouve diminuée par les limitations qui restreignent actuellement leur capacité de production et par la faiblesse de leurs organismes de commerce d'exportation. L'ONU et les organisations qui lui sont reliées ont donc proposé de faire une place plus large à la promotion du commerce dans leurs travaux à ce sujet. Il est donc proposé d'établir, comme pendant au Centre du commerce international institué à Genève, des centres régionaux de promotion commerciale, qui seraient essentiellement chargés d'activités pratiques en la matière. La CEAEQ et l'Amérique latine sont déjà dotées de tels centres. A sa prochaine session, la CEA sera invitée à approuver la création d'un centre pour l'Afrique. Notre réunion, qui est le principal organe africain s'occupant de questions commerciales, devrait donc considérer comment elle pourra se consacrer davantage à cet aspect de ses travaux, qui s'inscrit naturellement dans le cadre de ses préoccupations touchant les questions plus générales du ressort de la CNUCED.

### La deuxième Décennie pour le développement

Lorsqu'on examinera ce que devrait être le contenu d'une politique internationale pour la deuxième Décennie du développement, il s'agira surtout, non pas d'identifier les tendances passées ou présentes du commerce international et du financement, mais de définir les transformations qu'il faut apporter à la politique économique internationale pour permettre aux pays du tiers monde d'accélérer le rythme de leur développement pendant les années 70. Compte tenu des handicaps spécifiques avec lesquels ils prennent le départ, il importe que les pays africains s'organisent de façon à participer plus vigoureusement qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici à la définition des transformations qui s'imposent dans les politiques économiques internationales. Notre réunion est invitée à entreprendre l'établissement des procédures et du mécanisme dans le cadre desquels cette tâche pourrait être accomplie.

### Travaux ultérieurs

Immédiatement après cette réunion, la CEA tiendra, du 3 au 14 février, sa neuvième session, dont l'ordre du jour comportera, comme d'habitude, un examen des questions concernant le commerce et le financement. La Réunion ministérielle de l'OUA sera ensuite convoquée à partir du 17 février pour préparer la Conférence de 1969 des Chefs d'Etat des pays membres de l'OUA. Entre-temps, le Conseil économique et social de l'ONU et le Conseil du commerce et du développement se réuniront en juillet et en août, et l'Assemblée générale reprendra, d'octobre à décembre, l'examen de toutes ces questions. Les conclusions de vos délibérations devraient constituer une liste cohérente de recommandations, de demandes et de programmes d'action, qu'il faudrait soumettre à l'occasion de toutes ces réunions de façon à permettre aux pays africains de maintenir une position homogène et, par conséquent, plus efficace. Il est donc suggéré de faire figurer dans votre rapport une déclaration concernant les diverses questions en cause, de telle manière qu'elle puisse servir de guide aux participants africains à toutes les réunions internationales de 1969 et de 1970. C'est pourquoi le nécessaire a été fait pour que votre réunion élabore non seulement le rapport habituel sur ses travaux, mais aussi un document d'une portée un peu plus lointaine sur lequel se guidera l'ensemble des pays africains Membres de l'Organisation des Nations Unies. Ce document devrait contenir une définition précise des tâches à entreprendre et des possibilités d'action.

ANNEXE VI

DECLARATION FAITE PAR M. H. A. DAWOOD,  
DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES  
DU SECRETARIAT GENERAL DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

Je tiens tout d'abord à vous exprimer le grand plaisir que j'ai à me trouver parmi vous pour cette troisième réunion conjointe du Comité consultatif d'experts de l'OUA sur le commerce et le développement et du Groupe de travail de la CEA sur le commerce interafricain. J'ai aussi le grand plaisir de vous présenter les meilleurs vœux du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine et de moi-même, et je souhaite que le réalisme et la sagesse président à vos délibérations.

A l'heure qu'il est, le commerce et le développement sont devenus des termes presque d'usage courant dans le monde entier, surtout dans les pays en voie de développement, dont les pays africains constituent la majorité. C'est ainsi que, depuis sa création en 1964 jusqu'à aujourd'hui, les directives qu'a formulées la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont retenu plus que tout autre l'attention et ont été acceptées dans les efforts déployés pour accélérer le progrès économique et social par le commerce international. Pourtant, les relations et conditions commerciales internationales, dans lesquelles le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, U Thant, a vu "le dilemme de notre temps", persistent, et une action internationale énergique s'impose plus que jamais pour résoudre le dilemme. Au cours des quatre dernières années, nous avons été témoins des grands espoirs hautement proclamés qu'avait suscités la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et nous avons vu ces aspirations du tiers monde déçues lors de la deuxième Conférence. Aussi notre réunion, ici aujourd'hui, à la veille de la huitième session du Conseil du commerce et du développement est-elle plus importante que jamais, et le défi à relever plus grand.

Vous vous rappelez tous l'intérêt que l'Organisation de l'unité africaine n'a cessé de manifester pour les travaux de la CNUCED. Dès la création de la CNUCED, la Commission économique et sociale de l'OUA a adopté une résolution (ECOS/16/Res.1 (I)), exprimant sa conviction que les objectifs de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devraient être de définir les éléments d'une politique meilleure en matière de coopération économique internationale, afin d'assurer aux nations en voie de développement un taux optimum de croissance économique. Ultérieurement, le Secrétariat général de l'OUA, en collaboration avec le Secrétariat de la CEA, a contribué à fournir les services nécessaires au Groupe africain lors de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

En considérant les recommandations de la première Conférence, l'OUA avait conçu un grand espoir, celui que les plans de développement des pays en voie de développement recevraient un nouvel élan qui permettrait d'assurer la croissance économique et sociale. En outre, la présence de douze pays africains au sein du Conseil du commerce et du développement encourageait vivement l'OUA à penser que les années à venir apporteraient aux pays africains de nombreux résultats positifs. D'un autre côté, le Secrétariat général de l'OUA a toujours assisté, en qualité d'observateur, à toutes les sessions ordinaires du Conseil. Enfin, la Commission économique et sociale de l'OUA, lors de sa deuxième session tenue au Caire, a adopté une résolution portant création d'un comité spécial de quatorze membres, comprenant les douze pays de l'OUA membres du Conseil du commerce et du développement et deux autres pays, et chargé d'étudier toutes les mesures appropriées à prendre pour assurer une application rapide des recommandations de la Conférence de Genève (CNUCED). Au cours de réunions ultérieures, les organes politiques de l'OUA ont adopté diverses résolutions, témoignant toutes de l'intérêt pour les travaux de la CNUCED et du Conseil. Je n'ai pas besoin d'énumérer les nombreuses résolutions adoptées lors des réunions du Conseil des ministres de l'OUA à Addis-Abéba, à Kinshasa et à Alger, puis entérinées par les chefs d'Etat, qui ont tous manifesté un vif intérêt pour les activités de la CNUCED lorsqu'elle s'efforce de donner suite à toutes les décisions prises à Genève pendant la première Conférence.

Nous voici réunis aujourd'hui à la veille de la huitième session du Conseil, n'ayant pas oublié les espérances frustrées des pays africains lors de la deuxième Conférence. Mais, quoi qu'il en soit, nous ne renoncerons ni à nos espoirs ni à nos efforts. L'ordre du jour qui nous est présenté renferme de nombreuses questions de fond, dont la plupart se rattachent à celles qui vont être examinées par la prochaine session du Conseil de la CNUCED. Je passerai maintenant brièvement en revue les sujets qui nous intéresseront le plus quand nous examinerons ces points.

En abordant la question de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il convient de noter malheureusement que la première Décennie n'a été rien moins qu'un échec, comme le prouve le fait que les objectifs de croissance fixés pour la Décennie n'ont jamais été atteints. C'est pourquoi il serait essentiel, en préparant la deuxième Décennie, d'envisager une politique énergique de stratégie globale du développement. Cette stratégie doit faire ressortir que le problème du développement est commun aux pays en voie de développement et aux pays développés. S'il est vrai que la responsabilité du développement incombe avant tout aux pays qui veulent se développer, la condition sine qua non pour répondre à cette nécessité pressante n'en est pas moins la coopération des pays développés. En d'autres termes, la solution du problème exige une série de mesures convergentes, visant des buts précis qui devraient être progressivement exprimés en termes quantitatifs au niveau national comme au niveau international.

Ces considérations nous amènent au point suivant, qui est celui de l'expansion des échanges, de la coopération économique et de l'intégration régionale entre pays en voie de développement. En dernière analyse, en effet, les politiques de développement doivent être conçues pour vaincre les obstacles principaux au développement et favoriser l'expansion des échanges, la coopération économique et l'intégration régionale. La lenteur du développement est liée à l'impossibilité tragique de formuler des politiques propres à surmonter la tendance persistante au déficit commercial, au déficit de l'épargne et à la vulnérabilité extérieure de l'économie des pays en voie de développement. Il est donc d'une importance capitale que la stratégie globale de la deuxième Décennie pour le développement mette au premier plan les mesures qui devraient assurer aux exportations

des pays en voie de développement un accès plus large sur les marchés des pays développés, qu'elle donne la priorité, aux mesures qui pourraient augmenter l'apport de ressources financières aux pays en voie de développement, et finalement qu'elle réduise au minimum la vulnérabilité extérieure au moyen de mesures qui facilitent la coopération commerciale entre les pays en voie de développement.

Il est impossible d'examiner équitablement la question du commerce international, en tant que facteur jouant un rôle majeur dans l'économie des pays en voie de développement, sans évoquer la question des produits de base. Chacun sait que les produits primaires constituent environ 90 % de la part des pays en voie de développement dans le commerce international. De plus, il faut bien reconnaître que près de la moitié des pays en voie de développement doivent la moitié environ de leurs recettes d'exportation à un seul et unique produit de base. Le tableau devient beaucoup plus dramatique encore lorsqu'on constate que les produits de base des pays en voie de développement sont écoulés sur un marché international où les cours subissent des fluctuations marquées, et que la situation ne permet pratiquement pas aux pays en voie de développement de prendre part à la direction des opérations sur les marchés de produits de base. Il convient de noter que les pays en voie de développement ont fait d'immenses efforts pour lancer une politique générale des produits de base sur le plan international et que la CNUCED a joué un rôle digne d'éloges en coordonnant les travaux des organismes intergouvernementaux qui s'occupent de produits de base. Pourtant, il s'en faut encore de beaucoup que les pays en voie de développement soient en mesure de négocier avec succès pour s'assurer des prix équitables et stables au moyen d'accords internationaux sur les produits de base, fondés sur des principes à la fois dynamiques et stables, et augmenter ainsi leurs recettes d'exportation. Tout en approuvant les principes dont s'inspirent les résolutions 16 (II) et 20 (II) de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les pays africains doivent continuer à lutter pour faire adopter des politiques plus énergiques conformes à la Charte d'Alger.

Lorsqu'on examine la politique intérieure en matière de produits de base, il serait bon de se souvenir qu'elle est étroitement liée à la question de la diversification de la production. Il est de fait qu'une action internationale appropriée visant à diversifier la production des pays en voie de développement atténuerait quelque peu la pression qu'exerce sur ces pays la faiblesse, en valeur, de leurs exportations, laquelle est imputable à l'instabilité du marché international des produits primaires. Là encore, une politique internationale appropriée s'impose si l'on veut élargir l'accès, sur les marchés des pays développés, des articles manufacturés et semi-manufacturés des pays en voie de développement. D'autre part, il importe de solliciter le soutien financier des pays développés à l'appui des efforts de diversification et du réagencement du secteur agricole.

Cela nous amène à la question des préférences. A ce propos, les pays en voie de développement ont exposé leurs problèmes en détail devant l'organisme international compétent, la CNUCED. Certes, les résolutions 21 (II) et 25 (II) de la deuxième Conférence n'ont pas encore fait leurs preuves, mais nous n'en devrions pas moins maintenir notre position, à savoir qu'il importe d'envisager le problème sous un angle plus large si l'on veut que les pays développés achètent davantage aux pays en voie de développement. Faute de quoi les pays africains n'auront rien à gagner ou pas grand chose au système que pourraient envisager les pays développés.

Avant de laisser la question du développement, je tiens à souligner que l'OUA est profondément convaincue, d'une part, qu'il importe de mettre en évidence la situation particulière des pays en voie de développement les moins avancés chaque fois qu'est abordé le thème du commerce et du développement et, d'autre part, que les problèmes et les handicaps des pays les moins développés devraient retenir tout particulièrement l'attention de la CNUCED et des autres organes compétents du système des Nations Unies, afin que les mesures émanant de ces organisations comprennent des mesures spéciales dans l'intérêt des pays les moins développés. Certes, les pays développés comme les pays en voie de développement s'accordent à reconnaître la nécessité d'une telle action, mais aucune mesure pratique n'a été prise pour s'assurer que les pays les moins avancés retirent un profit équitable et des avantages comparables des diverses mesures de développement issues de la coopération économique internationale des Etats membres de la CNUCED. J'irai même jusqu'à dire qu'il semble que cette question ne reçoit apparemment pas l'attention qu'elle mérite. Elle disparaît peu à peu de l'ordre du jour des réunions de la CNUCED. Aussi la présente réunion pourrait-elle juger nécessaire de la remettre au premier plan.

Je voudrais maintenant traiter brièvement la question du financement lié au commerce. Par suite des conséquences préjudiciables résultant de l'instabilité du commerce des produits primaires et des fluctuations des recettes d'exportation qui non seulement rendent difficile le maintien de la stabilité de leurs économies, mais aussi handicapent la préparation et la réalisation des plans de développement économique et social dans la plupart des pays en voie de développement, la question du financement lié au commerce revêt une grande importance en Afrique. Les pays en voie de développement ont augmenté leur capacité d'absorption en matière d'aide extérieure, mais le volume de cette assistance et les conditions d'emprunt sont décourageants. En fait, il ressort des tendances récentes que l'endettement a pris des proportions inquiétantes dans beaucoup de pays. Il importe donc de toute évidence de créer sans tarder un mécanisme qui puisse assurer aux pays en voie de développement un financement de base régulier. On se souviendra que la deuxième Conférence sur le commerce et le développement avait formulé des recommandations tendant à alléger le fardeau du financement lié au commerce tel qu'il est actuellement pratiqué. Il serait bon de réexaminer maintenant ces recommandations et de pousser à la réalisation de certains objectifs qui consisteraient à réduire au minimum la charge des conditions existantes, à contribuer à augmenter l'apport de capitaux internationaux, à améliorer les modalités et conditions de l'aide et à atténuer les problèmes de l'endettement extérieur.

Le financement et l'assistance au développement, domaine qui intéresse particulièrement les pays du tiers monde et qui est de la plus haute importance pour eux, ne sont pas sans rapport non plus avec l'action à entreprendre pour compléter le financement de base, telles que les mesures financières supplémentaires et le système de financement compensatoire. En ce qui concerne ces mesures, la deuxième Conférence s'est soldée par de vagues promesses et des déclarations de bonne volonté. Il importe au plus haut point que cette réunion puisse consacrer une partie du temps dont elle dispose à l'examen de ces problèmes, en vue de trouver un moyen de libéraliser les conditions à la fois du financement supplémentaire et du financement compensatoire, de façon que les pays en voie de développement puissent maintenir leurs réserves de devises à un niveau raisonnable.



En bref, nous devons nous efforcer d'amener l'Organisation internationale à adopter une politique propre à améliorer l'assistance au développement et le financement extérieur, aussi bien de base que supplémentaire, à assouplir les conditions de remboursement des prêts liés au commerce et à intéresser davantage les pays développés et les organismes économiques et monétaires internationaux à la croissance économique régulière des pays en voie de développement.

Permettez-moi de me référer brièvement au problème des transports maritimes qui se rattache à la question générale du commerce des invisibles. Les exportations des pays en voie de développement, en général, et des pays africains, en particulier, se composent essentiellement de produits primaires dont la valeur unitaire est relativement faible et qui sont transportés par la voie maritime sur de longues distances. Le taux de fret pour ces exportations est par conséquent supérieur à la moyenne des taux pratiqués pour les transports maritimes internationaux. Le fait est particulièrement important à un moment où les taux sont en hausse et où les conférences imposent un certain nombre de surtaxes générales. En outre, la part que les pays en voie de développement possèdent dans le tonnage mondial a tendance à diminuer. Il importe donc d'entreprendre des études systématiques en vue de mettre en oeuvre des politiques propres à améliorer les transports maritimes et les taux de fret et, en fin de compte, la position des pays en voie de développement dans le commerce international. Car, à long terme, c'est là un moyen positif pour ces pays d'améliorer leur balance des paiements.

J'arrêterai ici ces brèves remarques sur certains des problèmes que pose l'ordre du jour dont vous êtes saisis. Les conditions défavorables qui caractérisent actuellement le commerce international nous imposent de redoubler d'efforts pour accentuer notre influence en vue de réduire autant que possible et finalement de résoudre le dilemme économique du monde. Pour décourageants qu'aient été jusqu'à présent les résultats, le désespoir ne doit jamais être le dernier refuge de l'Afrique. Au contraire, l'Afrique devra mettre à profit son expérience du passé de façon que, si dure que soit la bataille, si longue que soit la route, elle puisse, au bout du compte, par une action concertée et avec bonne volonté, convaincre les pays développés que sa croissance économique et sociale peut effectivement être une source d'avantages pour le monde entier. En qualité de membres du Conseil, vous représentez l'Afrique et le monde en voie de développement, et vos efforts ont tout à gagner de la persuasion et non de l'affrontement, car vous saurez persuader par des arguments et des requêtes soigneusement préparés, qui exigeront de vous un examen mûrement réfléchi des problèmes en cause.

Je ne veux pas prendre davantage de votre temps. Et je n'ai rien à ajouter si ce n'est que je vous remercie tous de votre aimable indulgence. Puissent vos délibérations être couronnées de succès.